

Le G20 entend faire bloc contre la crise

La Chine annonce un vaste programme de relance de 586 milliards

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le Groupe des 20 s'est engagé hier à «prendre toutes les mesures nécessaires» pour faire face à la crise financière et à réformer en profondeur la gouvernance économique mondiale en accordant une plus grande voix aux pays émergents. Les ministres

des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20 n'ont toutefois annoncé aucune mesure spécifique à l'issue d'une réunion de deux jours dans la métropole brésilienne, São Paulo.

Cette réunion ministérielle a surtout été consacrée à la préparation du sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 qui se tiendra samedi à Washington.

Les pays industrialisés et les pays émergents s'en sont tenus à «prendre toutes les mesures nécessaires pour restaurer la confiance des marchés et la stabilité, et minimiser le risque d'une nouvelle crise». Le G20 a souligné que «la crise mondiale demande des solutions globales et un ensemble de principes communs».

En marge du sommet, le gouvernement chinois a

adopté un vaste plan de relance de 586 milliards de dollars pour stimuler la demande intérieure et faire face au fléchissement des exportations de la Chine. La somme libérée servira notamment à financer durant les deux prochaines années de nouveaux projets

VOIR PAGE A 8: G20

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 256

LE LUNDI 10 NOVEMBRE 2008

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

Le cours Éthique et culture religieuse

«Une négation de l'identité québécoise», dit Dumont

Le chef adéquiste promet un moratoire

ANTOINE ROBITAILLE

Granby — En réclamant un moratoire sur le cours Éthique et culture religieuse (ECR), Mario Dumont a déclaré hier que les gens qui ont conçu ce cours sont les mêmes «qui se battent, par toute sorte de moyens détournés, pour qu'il n'y ait plus d'arbre de Noël dans les classes. C'est le même monde qui se bat-tent [sic] pour faire disparaître les mots comme Pâques des classes», a-t-il accusé.



Mario Dumont

C'est dans une école à Granby, où quelque 200 militants de la Coalition pour la liberté en éducation (la CLE, opposée à Éthique et culture religieuse) s'étaient réunis, que M. Dumont a livré un discours enflammé contre ce cours qu'il dit inspiré par le «multiculturalisme de Trudeau» qu'une «social-bureaucratie» ramène «par la porte d'en arrière».

M. Dumont estime que «le multiculturalisme, c'est une forme de négation, la négation d'une histoire, la négation de ce qui a existé sur un territoire. La négation d'un vécu», a-t-il déclaré, affirmant que le cours ECR n'était pas «neutre», comme ses concepteurs le prétendent, mais visait à évacuer l'identité québécoise. Rappelant l'importance de Noël et de Pâques pour les ancêtres québécois — lesquels «arrêtaient de bûcher le 24 décembre en journée parce qu'ils voulaient souper en famille à minuit» —, il a soutenu que, dans la vie contemporaine du Québec, «ça veut dire quelque chose», puisque ces fêtes sont intégrées dans le calendrier. Aux tentatives de minorer ces repères d'identité, il a lancé: «On reculera pas là-dessus!»

En appliquant le multiculturalisme à l'école, on ouvre la porte à des dérapages, a tonné le chef adéquiste, dérapages qu'il a illustrés en rappelant une anecdote récente du chroniqueur Richard Martineau, du *Journal de Montréal*. Dans une des premières périodes de cours, un professeur d'ECR avait demandé à la classe de la fille de M. Martineau de redessiner le drapeau du Québec parce que, au milieu, il y avait

VOIR PAGE A 8: DUMONT

■ Portraits de candidats en campagne, page A 4

■ La FTQ retire son appui au PQ, page A 5

■ Dumont va conduire le Québec à la catastrophe, dit Charest, page A 5



RDC

Kinshasa prend le risque d'embraser la région, dit Knunda

■ À lire en page B 1

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 6	Météo.....	B 5
Convergence.....	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	B 3	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

HAÏTI PLEURE SES ENFANTS



EDUARDO MUNOZ REUTERS

AFFLICTION devant l'école La Promesse à Pétionville en Haïti. Incrédule, une jeune fille se tient debout devant les décombres de l'établissement qui s'est écroulé il y a deux jours et qui a arraché la vie de plus de 90 personnes, majoritairement des enfants. Les autorités ont mis fin hier aux opérations de recherche d'éventuels survivants. Des Haïtiens en colère avaient plus tôt pris d'assaut la carcasse tordue de l'école privée pour demander aux sauveteurs d'accélérer la recherche des victimes. Nos informations en page A 2.

Kyoto: le Québec rêve en couleurs

Le plan québécois n'est pas à la hauteur, selon un ancien sous-ministre

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

«L'inventaire québécois 2006 des gaz à effet de serre (GES) publié lundi dernier confirme que le Québec n'a aucune chance d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé en adhérant au protocole de Kyoto.»

C'est ce que soutient Denis L'Homme, ancien sous-ministre associé au ministère des Ressources naturelles et responsable du dossier énergétique au Québec au milieu des années 90, dans une réaction écrite qu'il a fait parvenir au *Devoir* pour replacer les choses en perspective après le «pétage de bretelles» qui a entouré la semaine dernière la sortie de ce bilan. Daniel Breton, cosignataire de la déclaration, candidat défait du NPD dans la métropole et ancien porte-parole de la coalition Québec-Kyoto, est du même avis que lui sur cette question.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Denis L'Homme estime que non seulement le Québec ne pourra atteindre la cible canadienne durant les cinq ans prévus par le protocole, mais il pense que le Québec ne pourra probablement pas atteindre l'objectif

en 2012, soit durant la seule et dernière année de la période quinquennale de réductions.

VOIR PAGE A 8: KYOTO

L'ENTREVUE

Le syndrome de la protection intellectuelle

Les brevets actuels conduisent l'innovation dans une impasse estime le professeur Richard Gold

PAULINE GRAVEL

Le taux d'innovations scientifiques est en nette régression depuis quelques années, et ce, particulièrement dans le secteur biopharmaceutique. Selon le spécialiste de la propriété intellectuelle et des technologies Richard Gold, les compagnies pharmaceutiques protègent trop jalousement leurs découvertes par des brevets qui freinent la recherche dans leur chasse gardée et qui empêchent les populations des pays pauvres d'avoir accès aux nouveaux médicaments ou technologies.

Pour le professeur à la faculté de droit de l'université McGill à Montréal, la solution réside dans la mise sur pied de partenariats entre

les divers acteurs de la recherche et un plus grand partage des connaissances, voire des découvertes brevetées, avec l'ensemble de la communauté publique. Le chercheur en est venu à ces recommandations après avoir rencontré, au cours des sept dernières années, une centaine d'experts de divers pays développés, en développement et émergents.

«Nous n'atteignons pas le niveau d'innovation qu'on pourrait atteindre, surtout dans le secteur biopharmaceutique où le nombre de nouvelles molécules découvertes a clairement fléchi au cours des dernières années, ce qui fait qu'il y aura beaucoup moins de médicaments qui seront lancés sur le marché dans les prochaines années, et ceux qui le seront présenteront un degré d'innovation peu élevé», a lancé d'entrée



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Richard Gold

de jeu le professeur Gold, tout en soulignant que ce ralentissement aura de multiples conséquences.

D'une part, la population n'aura

pas accès à de nouveaux traitements anticancéreux, ou capables de combattre de nouveaux agents infectieux, voire de soigner les maladies cardiovasculaires. D'autre part, les compagnies pharmaceutiques, dont nombre de brevets sur des best-sellers arriveront bientôt à échéance et qui ne disposent pas de nouveaux produits véritablement innovateurs à mettre en marché, peinent à faire des profits suffisants pour poursuivre une bonne activité de recherche.

Partager la connaissance

«La façon de faire la recherche a radicalement changé», poursuit Richard Gold. Le nombre et le type d'acteurs se sont accrus et leur localisation s'est étendue en raison

VOIR PAGE A 8: SYNDROME

ÉLECTIONS

La FTQ retire son appui au PQ

Dure fin de semaine pour Pauline Marois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Dure fin de semaine pour Pauline Marois. Après les événements musclés de samedi, où le bras-camarade à l'investiture de Scott McKay a occulté le lancement de la plate-forme du parti, la journée d'hier a été marquée par l'annonce que la FTQ — un allié traditionnel du PQ — n'appuiera aucun parti durant la campagne.

Dans un communiqué laconique — la centrale n'a pas voulu expliquer sa décision —, le président Michel Arsenault a indiqué que cette position de la FTQ «*s'est nettement dégagée* [de la réunion] du Bureau de la centrale», samedi.

Ce n'est pas la première fois que la FTQ s'abstient de s'engager auprès d'un parti (1998 et 2003, par exemple). Mais lors de la dernière élection, l'ancien président Henri Massé avait convoqué la presse aux côtés d'André Boisclair pour lui offrir un «*appui indéfectible*». La FTQ, qui compte plus de 550 000 membres, a aussi appuyé le Bloc québécois cet automne.

Indiquant qu'une plate-forme de questions à poser aux partis est en cours de préparation, M. Arsenault a mentionné que «*le point central de ce document sera la santé, le renforcement du système public, le rappel de la loi 33 et de ses règlements qui mettent la table pour la création d'un monopole privé sur un nombre indéterminé d'interventions chirurgicales*».

Or, la plate-forme péquiste, dont parlait *Le Devoir* samedi, est claire à ce sujet: les dispositions de la loi 33 «*qui favorisent le développement des cliniques privées*» seraient abrogées sous un gouvernement péquiste, qui vise un «*renforcement du système public de santé*».

En point de presse hier matin, Pauline Marois a affirmé ne pas s'en faire outre mesure au sujet de cette décision de la FTQ. «*Pour moi, l'important n'est pas nécessairement d'avoir l'appui des centrales, mais d'avoir l'appui des travailleurs, qui sont syndiqués ou pas. [...] Je ne suis pas déçue, c'est la réalité. Il faut être respectueux du choix des gens.*»

Manifestation

Cette annonce de la centrale des travailleurs a prolongé une dure séquence pour Mme Marois. Vendredi, une fuite dans les médias d'un document interne du PQ a ramené

à l'avant-plan les problèmes d'image de la chef péquiste, jugée «*snoob*» par plusieurs.

Samedi, l'investiture de l'ancien chef des verts dans l'Assomption, Scott McKay, a tourné à la foire d'empoigne un brin burlesque. Des partisans du candidat rejeté, Jean-Claude St-André, ont tenté de bloquer l'accès à la salle.

Cet événement a fait en sorte d'occulter complètement le lancement de la plate-forme du parti, qui n'a finalement été remise aux journalistes qu'en début de soirée.

L'affaire St-André a aussi eu des répercussions hier à Montréal, alors que Mme Marois venait présenter les 29 candidats du PQ sur l'île de Montréal (y compris Soulanges), dans une école de la Petite-Patrie. Une quinzaine de manifestants rassemblés sous l'égide des Jeunes patriotes ont en effet profité de l'occasion pour redire leur désaccord avec la décision du PQ de bloquer la candidature de M. St-André.

La manifestation s'est toutefois déroulée dans le calme, les journalistes étant au final plus nombreux que les militants patriotes. Mme Marois a pu passer sans encombre la «*ligne*» de manifestants.

Sous les drapeaux des Patriotes, du Québec et même du défunt R.I.N., les militants souverainistes ont simplement scandé leur appui à Jean-Claude St-André, victime selon eux d'une injustice pour avoir exprimé sa dissidence au sein du PQ.

La candidature de M. St-André pour porter les couleurs péquistes dans l'Assomption a été refusée jeudi par le Conseil exécutif national. Des motifs administratifs (une dette de 50 000 \$ contractée au cours de la campagne 2007 n'a pas été remboursée par l'association du PQ dans l'Assomption) et politiques expliquent la décision, M. St-André ne s'étant pas rallié au choix du parti de mettre au rancart l'obligation de tenir un référendum dès le premier mandat.

Mme Marois a répété hier en point de presse qu'il était à ses yeux primordial qu'un candidat qui souhaite porter les couleurs du PQ pour une élection approuve la plate-forme qu'il est censé défendre devant les électeurs.

Mais pour les membres de Solidarité St-André (formé samedi soir, le comité compte pour l'instant quelques membres, mais on affirme avoir reçu 300 courriels de soutien



La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pu passer sans encombre hier la «*ligne*» de manifestants souverainistes favorables à Jean-Claude St-André, victime selon eux d'une injustice pour avoir exprimé sa dissidence au sein du PQ.

de différents péquistes), la situation est inacceptable et mérite que la «*campagne du PQ soit torpillée*», ainsi que l'exprimait un manifestant.

«*Ca ne restera pas lettre morte*», jurait Marilyne Lacombe, porte-parole de l'exécutif de l'Assomption, qui soutient entièrement M. St-André. Selon Mme Lacombe, aussi membre des Jeunes patriotes, il n'y avait aucune raison de rejeter la candidature du candidat. «*Le PQ aurait dû laisser les gens de l'Assomption voter pour choisir leur candidat.*»

Mme Lacombe dit croire que Scott McKay «*est un bon candidat*», mais elle estime que le PQ sans la possibilité d'un référendum rapide n'est pas «*bien différent d'un gouvernement libéral*». Refusant de dire si l'exécutif qu'elle représente tentera de nuire à M. McKay durant la campagne, elle a mentionné qu'elle ne voterait pas pour le parti duquel elle est membre. M. St-André annoncera quant à lui cette semaine quelle suite il veut donner aux événements.

Mme Marois a dit espérer que le

candidat malheureux «*mettra de côté tout forme d'action qui pourrait nuire à cette campagne*».

Des militants furieux

Sur le parvis de l'école de Petite-Patrie, des militants étaient furieux de la tournure des événements. «*Ils sont à peine une douzaine et ils veulent infiltrer notre campagne parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en faire une. Les membres du PQ ont voté [concernant le référendum]: s'ils ne sont pas d'accord, qu'ils aillent militer ailleurs et qu'ils fondent leur propre parti*», martelait Jean Saint-Louis, membre dans Gouin.

«*Je me suis fait traiter de fédéraliste en arrivant ici. C'est la pire insulte qu'on m'a faite dans ma vie, c'est ridicule*», indiquait Patrick Scenno, 35 ans. M. St-André n'a pas respecté les règles. Au dernier conseil national, tout le monde était d'accord, sauf lui. Là, cette histoire arrive, et on a l'air d'une gang de clowns. Les fédéralistes ont beau jeu de dire qu'on se chicane encore entre nous.

Mais pour d'autres, pas de pa-

nique: «*c'est une crissette et ça va passer*», pense Jean Thériault, militant et membre du PQ dans Gouin.

Dans la salle où quelque 500 personnes étaient réunies, Pauline Marois a pour sa part fait abstraction de ces événements pour concentrer la teneur d'un discours énergique contre Jean Charest, sa seule cible depuis le début de la campagne: attente dans les hôpitaux, autoroute 30, dossier du CHUM (où le PQ répute depuis quatre jours que si le site du 6000 Saint-Denis avait été maintenu, les premiers patients auraient déjà été soignés), ilot Voyageur («*un monument à la gloire de l'incompétence*» des libéraux, selon Mme Marois), baisses d'impôts, hausses de tarification, la chef péquiste a donné à ses troupes plusieurs occasions d'applaudir, au cours du premier grand rassemblement du PQ dans cette campagne.

L'autobus du PQ sera aujourd'hui à Saint-Jérôme, Blainville et Mascouche.

Le Devoir

Le débat des chefs compromis ?

Les partis politiques au Québec ne s'entendent pas sur la formule à adopter pour le débat des chefs, et la tenue de ce moment fort d'une campagne électorale pourrait être compromise, a rapporté TVA hier soir.

Un porte-parole du consortium des télédiffuseurs, réunissant TVA, Radio-Canada et Télé-Québec, a indiqué que les négociations n'étaient pas rompues, mais qu'il fallait faire vite. Le consortium a proposé une formule ouverte, comme celle qui avait été choisie lors de la plus récente campagne électorale fédérale, permettant aux chefs d'intervenir les uns à la suite des autres.

Le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec seraient favorables à cette formule ouverte, mais le Parti libéral du Québec préférerait un débat plus traditionnel, avec des portions à un contre un. Le PLQ estimerait qu'il s'agit de la meilleure façon pour comparer les chefs.

L'ADQ a fait valoir à TVA que le PLQ ne voulait pas de débat et espérait une élection sans confrontation.

La Presse canadienne

EN BREF

David confiante de l'emporter

Une des deux porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a lancé hier sa campagne dans la circonscription montréalaise de Gouin où elle tentera de se faire élire. Elle a notamment reçu l'appui de l'auteure-compositrice-interprète Judi Richards et de l'avocat bien connu Julius Grey. Mme David dit avoir bon espoir de pouvoir l'emporter dans ce bastion péquiste représenté depuis 2004 par Nicolas Girard et auparavant par l'ancien chef du Parti québécois (PQ) André Boisclair. À la dernière élection provinciale, Françoise David avait récolté 26 % d'appuis, terminant deuxième. — *La Presse canadienne*

VLB croit qu'il peut battre Dumont

Trois-Pistoles — Candidat indépendant dans la circonscription de Rivière-du-Loup, l'écrivain Victor-Lévy Beaulieu croit fermement qu'il peut battre le chef adéquisté Mario Dumont lors de l'élection du 8 décembre prochain. En entrevue à la Presse Canadienne, M. Beaulieu assure qu'il «*va brasser la cage*» de ses adversaires pendant la campagne électorale qui vient de s'amorcer, et que sa candidature ne sera pas que symbolique. — *La Presse canadienne*

Effondrement annoncé de l'ADQ

Gatineau — Un ex-candidat adéquisté de l'Outaouais prévoit l'effondrement du parti de Mario Dumont le 8 décembre prochain. Jocelyn Dumais, candidat-vedette de l'ADQ dans la circonscription de Châteauguay en 2007, soutient que le parti va s'écrouler au point de ne conserver que quatre ou cinq députés lors de l'élection générale, parce qu'il a déçu les attentes de la population. L'entrepreneur en construction a mené hier une charge virulente à l'endroit de son ancienne formation politique, qu'il qualifie de «*coquille vide*». — *La Presse canadienne*

Mario Dumont va conduire le Québec à la catastrophe économique, dit Charest

RÉMI NADEAU

Gatineau — Le programme de l'Action démocratique plongeait le Québec dans un gouffre économique, prévient le chef libéral, Jean Charest.

M. Charest a sévèrement critiqué le plan économique du chef adéquisté, Mario Dumont, hier, lui reprochant de vouloir sabrer un milliard dans les dépenses de l'État et un milliard dans les subventions aux entreprises.

«*Nous autres, on a à l'horizon une tempête économique, M. Dumont veut transformer ça en tsunami*», a martelé le chef libéral, qui s'explique mal pourquoi l'ADQ veut réduire l'aide aux entreprises alors qu'elles ont besoin de capitaux dans le contexte actuel de ralentissement économique.

«*Avez-vous pensé à la catastrophe qu'il va créer? M. Dumont propose*

de couper les jambes des entreprises du Québec», a tonné M. Charest, en qualifiant de radicales les mesures préconisées par l'ADQ.

«*On vient d'annoncer, nous, qu'on va rendre disponible un milliard pour les PME, et un autre milliard de dollars à la Société générale de financement parce qu'il manque des capitaux, alors que M. Dumont fait exactement le contraire.*»

Le chef libéral a aussi prévenu qu'une compression de un milliard de dollars dans les dépenses de l'État impliquerait la perte de 11 000 emplois chez les fonctionnaires. «*Il va couper où, au juste, dans la fonction publique? Les Québécois ont le droit de savoir qui M. Dumont va couper*», a-t-il martelé, accusant l'adéquisté de «*passer la scie à chaîne*» dans les programmes du gouvernement.

Selon lui, l'ADQ devrait tirer des leçons de la mise à la retraite des

médecins et infirmières sous un gouvernement péquiste qui voulait à tout prix atteindre le déficit zéro dans les années 1990.

«*Le Québec a passé l'étape de tout casser aujourd'hui pour atteindre un objectif et en payer le prix dix ans plus tard.*»

Le chef libéral a mené cette charge à fond de train à l'endroit de l'ADQ après avoir annoncé une mesure supplémentaire de son propre plan visant à contrer les effets du ralentissement économique.

Après avoir visité une résidence familiale en cours de rénovations à Gatineau, il a annoncé qu'un gouvernement libéral mettrait en place un crédit d'impôt remboursable de 20 % pour soutenir les ménages de la classe moyenne qui souhaitent rénover leur domicile.

Québec soutiendrait ainsi les dépenses de rénovation excédant

7500 \$ pour une somme maximale de 2500 \$.

Campagne propre

Puis, sans condamner les propos de sa ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, qui a traité un de ses adversaires de «*con*» sur les ondes de LCN, M. Charest a plaidé pour une campagne propre, sur les enjeux, et non sur les personnalités des protagonistes.

Mme Jérôme-Forget a laissé tomber dans l'émission diffusée hier «*c'est un con*», sans que l'on sache si cette insulte était dirigée vers le député Gilles Taillon, de l'ADQ, ou François Legault, du Parti québécois, qui l'affrontaient dans le cadre d'un débat.

«*Tomber dans le personnel, où l'on s'abime de bêtise, ce n'est pas ce que les Québécois souhaitent*», a-t-il d'abord commenté.

Il a tout de même laissé en-

tendre que sa ministre avait été trop loin, affirmant que «*dorénavant, on va se concentrer sur les idées, au lieu de faire des campagnes qui sont négatives*».

Par ailleurs, Jean Charest a refusé de commenter les difficultés éprouvées par ses adversaires, alors que le Parti québécois a vécu des tensions internes dans la circonscription de L'Assomption, où des militants se sont chamaillés, et que des anciens adéquistes ont sévèrement critiqué leur ex-parti.

Le chef libéral s'est gardé de se moquer des malheurs de ses adversaires, qu'il dit ne pas prendre pour battus.

«*Les Québécois vont nous regarder de très près pendant les 30 prochains jours. C'est long, et il y a souvent des imprévus*», s'est-il contenté d'affirmer.

La Presse canadienne

8 DÉCEMBRE 2008
ÉLECTIONS GÉNÉRALESFINANCEMENT POLITIQUE ? DÉPENSES ÉLECTORALES ?
POUR EN CONNAÎTRE LES RÈGLES :www.electionquebec.qc.ca
1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte

ACTUALITÉS

KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

Pour respecter ses engagements, le Canada — et le Québec qui a fait siens ces objectifs par motion unanime de l'Assemblée nationale — doit réduire en moyenne ses émissions de 6 % sous leur niveau historique de 1990 entre 2008 et 2012.

Mais le plan québécois sur les changements climatiques, a admis la semaine dernière le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, cible l'objectif de -6 % pour la seule année 2012. La ministre a dit espérer que les efforts d'autres secteurs et des autres gouvernements vont aider le Québec à atteindre l'objectif quinquennal de Kyoto.

«L'atteinte des objectifs de Kyoto est véritablement hors de portée maintenant», précisait Denis L'Homme en entrevue au Devoir. *Contrairement à ce qui s'est fait en Europe, le Québec a trop attendu, et les mesures définies l'an dernier vont exiger des années avant de produire des résultats. De plus, il faudrait aller beaucoup plus loin que l'objectif de -6 % sur la fin de la période quinquennale si on veut que la moyenne soit conforme à l'objectif réel. Or rien n'est prévu pour y arriver, et le gouvernement envoie plutôt des messages contradictoires aux acteurs économiques quand il a approuvé des projets comme ceux de Bécancour, Cacouna et Rabaska. Il continue d'ailleurs de le faire en construisant des ponts et en ajoutant au réseau d'autoroutes.*»

L'ancien sous-ministre responsable du portefeuille de l'énergie estime à partir de son expérience des cercles du pouvoir que les gouvernements actuels «n'ont aucunement l'intention, ni la volonté de prendre le contrôle du dossier des changements climatiques», car il leur faudrait adopter des mesures exigeant une fermeté et une détermination qu'ils n'ont pas.

Les émissions québécoises ont augmenté de 1,6 % par rapport à celles de 1990 alors qu'elles devraient présentement se situer à -6 % depuis le 1er janvier dernier.

«Les cheveux m'ont dressé sur la tête», dit-il, quand il a vu ministre et écologistes vanter le Québec pour avoir réduit ses émissions trois années d'affilée et de «se rapprocher» de l'objectif au point de devenir à terme le seul État nord-américain à atteindre cette cible.

«Il aurait fallu du même souffle dire clairement à la population que le Québec rate les objectifs de Kyoto et qu'il ne s'en rapproche pas beaucoup. On ne mérite d'ailleurs pas de se pêter les bretelles, car le Québec n'a pas fait beaucoup d'efforts pour en être là, principalement grâce à l'hydroélectricité. Si on avait été des producteurs de pétrole, notre bilan ne serait certainement pas plus reluisant que celui de l'Alberta, car ce qui s'est fait n'est pas le résultat de choix et d'une volonté politique clairement affirmée. Notre bilan en matière de transports, la principale source d'émissions au Québec, montre clairement que le Québec n'a pas pris les devants pour changer les choses.»

Le camionnage, une des principales causes des émissions du secteur des transports, n'a pas encore fait l'objet d'une stratégie de remplacement, donne en exemple l'ancien sous-ministre associé. Il ajoute qu'il ne voit d'ailleurs rien poindre de tel à l'horizon, ce qui n'est pas de bon augure pour l'avenir si l'on veut rattraper notre retard un jour pour rejoindre le reste de la communauté internationale.

Le Devoir

EN BREF

Épaulards toujours en péril

Ottawa — Un comité consultatif indépendant canadien se réunira plus tard ce mois-ci afin de déterminer le statut de l'un prédateurs les plus dangereux de l'océan: l'épaulard. Mais selon les experts, le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) ne recommandera pas de changements majeurs de la classification des espèces en danger de cinq populations d'épaulards. Lors de la dernière évaluation du COSEPAC, les «résidents du sud», une population de 83 baleines trouvées dans le bras de mer de l'océan Pacifique, le Puget Sound, ainsi que dans la partie sud du détroit de Géorgie, ont été classées «en voie de disparition», soit la catégorie d'animaux la plus à risque. Selon le professeur Lance Barrett-Lennard, de l'Université de la Colombie-Britannique, leur situation ne s'est pas améliorée depuis. — La Presse canadienne

SYNDROME

SUITE DE LA PAGE 1

de la mondialisation. «La recherche n'est plus le monopole des géants pharmaceutiques; une légion de petites compagnies de biotechnologies ainsi que les universités y consacrent aussi beaucoup d'énergie et d'argent. De plus, les molécules qui étaient les plus simples à découvrir l'ont été. La recherche actuelle est plus compliquée et nécessite du coup un plus grand nombre d'acteurs aux spécialités plus diverses», dit-il. On entre donc dans des domaines de recherche où le risque d'échec scientifique est plus grand. Les compagnies pharmaceutiques n'ont donc plus autant envie de se lancer dans une telle aventure.

«Tous ces éléments ont changé au cours des 30 dernières années tandis que le modèle d'affaires, lui, n'a pas évolué», souligne le professeur. Les compagnies pharmaceutiques protègent jalousement leurs découvertes par des brevets et interdisent à quiconque d'utiliser les molécules découvertes, voire les gènes mis au jour dans leurs recherches. «Or ce modèle ne marche plus. Au lieu d'accorder des brevets plus étendus et d'en allonger la durée au-delà de 20 ans, comme le réclament les compagnies pharmaceutiques qui voudraient empêcher encore plus facilement les compagnies génériques de produire des médicaments, il faudrait plutôt les encourager à partager la connaissance avec le secteur public et prévoir des mesures les incitant à créer des partenariats», affirme le chercheur, qui propose par exemple d'offrir un crédit d'impôt aux compagnies qui s'impliquent dans des partenariats.

Ce crédit diminuerait les pertes financières associées au partenariat, lequel résulte généralement en de plus nombreuses innovations. M. Gold suggère aussi d'accorder des subventions aux membres de ces partenariats privé-public qui s'engageront à

G20

SUITE DE LA PAGE 1

d'infrastructures, à octroyer un plus grand nombre de prêts aux petites et moyennes entreprises et à solidifier le système de protection sociale, selon l'agence Chine Nouvelle. Les réseaux de transports, les infrastructures rurales, l'innovation technique, la protection de l'environnement et l'immobilier sont aussi concernés par le plan.

La Chine a enregistré un excédent budgétaire de plus de 170 milliards de dollars au cours du premier semestre de l'année, mais le rythme de croissance de ses recettes fiscales connaît un net ralentissement en raison des effets de la crise économique mondiale sur l'activité du pays. Certains économistes pensent que la hausse du produit intérieur brut (PIB) chinois pourrait être inférieure à 8 % en 2009, après cinq années de croissance à deux chiffres.

Pékin a également annoncé une évolution sensible de la politique monétaire du pays, qui sera désormais «modérément accommodante», a indiqué Chine Nouvelle. La banque centrale chinoise a déjà abaissé ses taux d'intérêt à trois reprises depuis la mi-septembre dans l'espoir de revigorer l'économie.

Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, s'est dit satisfait de l'annonce du gouvernement chinois. Le ministre des Finances du Brésil, Guido Mantega, a pour sa part estimé que la Chine avait montré la voie à suivre avec son plan de relance. Le ministre canadien des Finances, Jim Flaherty, a dit s'attendre à ce que d'autres pays émergents adoptent des mesures de relance de leur activité.

La ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, a insisté sur la nécessité d'une relance budgétaire au moment où les principales économies du monde — États-Unis, Europe, Japon — doivent être en récession en 2009 et que la croissance des pays émergents doit faiblir, selon le FMI. La plupart des pays développés risquent de subir une contraction de leur économie.

Le G20 a aussi évoqué le besoin d'une réforme des institutions financières internationales héritées des accords de Bretton Woods de 1944, telles que le Fonds monétaire

DUMONT

SUITE DE LA PAGE 1

«une croix blanche», symbole catholique. «Aux poubelles le drapeau du Québec!», a pesté M. Dumont, en ajoutant que, dans la plupart des pays, un tel acte serait jugé très sévèrement: «On met dans la tête des jeunes "votre drapeau il vaut rien... dessinez en un autre"». A ses yeux, c'est là la résultante «d'une dérive bureaucratique, d'une société qui n'est pas capable de se tenir debout, d'affirmer des principes simples, des principes de base.»

Le chef adéquate s'est engagé à imposer un moratoire, au primaire, sur l'application de ce nouveau cours, que l'on a commencé à enseigner en septembre. Celui-ci remplace, dans les écoles primaires et secondaires, les cours de religion et de morale.

Or, ce cours n'a été demandé ni par la population ni par les parents du Québec, a soutenu M. Dumont. «C'est quelque chose que l'État, la bureaucratie, a voulu imposer à tous les parents du Québec, et il y a un moment où la population doit se lever et dire "non", une déclaration qui a déclenché de forts applaudissements.

M. Dumont propose qu'au primaire, en lieu et place d'ECR et en attendant une formule pour le remplacer, on fasse du français.

ECR ne convient pas à Montréal

Aux yeux du chef adéquate, le cours d'ECR ne convient ni aux enfants nés au Québec ni au contexte de pluralisme culturel de Montréal. D'une part, parce que les jeunes, à l'école primaire, doivent d'abord «forger leur identité», a-t-il soutenu. «Dans l'ordre des choses dans la vie normale, il faut apprendre à se connaître pour apprendre à s'ouvrir aux autres. C'est la base de la vie en société, c'est la base d'un vivre-ensemble qui est harmonieux», a-t-il expliqué.

D'autre part, plus une école est diversifiée, plus il faut y faire des efforts d'intégration, moins on a besoin d'un cours comme ECR, qui nie l'identité. «Si on veut que l'école joue pleinement son rôle d'intégration, c'est pas moins d'efforts, c'est plus d'efforts qu'il faut mettre.»

mettre dans le domaine public les résultats de leurs recherches.

«Chaque compagnie pharmaceutique dispose d'une banque de molécules. Or, si ces bases de données pouvaient être partagées, on éviterait beaucoup de répétition dans le travail. On réduirait le coût et le temps requis pour tester ces différentes molécules et on améliorerait du coup l'efficacité de la recherche», fait remarquer le spécialiste, qui blâme aussi les universités et les gouvernements de favoriser la course aux brevets.

Les universités canadiennes et québécoises

Les universités canadiennes, en particulier québécoises, ont adopté des politiques en matière de propriété intellectuelle qui, malheureusement, ne facilitent pas les partenariats. «Elles sont presque devenues pires que les compagnies pharmaceutiques. On les presse — et surtout les universités québécoises, sous-financées —, de gagner de l'argent de leur recherche en commercialisant les fruits de cette recherche. On juge les universités au nombre de brevets déposés, de licences octroyées et de spin-offs [nouvelles compagnies] créées, ainsi qu'aux retombées financières de ces licences.

«Pourtant, le financement accordé aux universités n'est pas là pour que celles-ci gagnent plus d'argent. Si le gouvernement ne mesure que le retour sur l'investissement, les universités se focaliseront sur les technologies les plus susceptibles d'être lucratives, au détriment de découvertes moins intéressantes du point de vue commercial mais autant, sinon plus bénéfiques pour la population.»

Les universités sont poussées dans cette direction alors qu'elles perdent de l'argent, car leur participation dans le transfert technologique s'arrête très en amont. L'investissement public dans la recherche, le

international (FMI) et la Banque mondiale. Les deux institutions sont dominées par les États-Unis et l'Europe et ne reflètent pas le poids croissant d'États comme la Chine, l'Inde ou le Brésil dans l'économie mondiale.

Le Brésil, qui se faisait le porte-parole des pays émergents, a de nouveau réclamé hier «un Bretton Woods II» afin de leur donner «une plus grande voix, une meilleure représentation et de plus grandes responsabilités» au sein des institutions financières. Le G20 a donné satisfaction à ces pays en se disant décidé à mener une «réforme d'ampleur» des institutions «afin qu'elles reflètent mieux les différents poids des économies dans l'économie mondiale».

Le sous-secrétaire pour les Affaires internationales du Trésor américain, David McCormick, a assuré que le G20 avait dégagé un large consensus sur le sommet de Washington du 15 novembre, affirmant du même coup qu'il avait «préparé le terrain» pour une réforme de la régulation financière.

Le ministre brésilien des Finances, Guido Mantega, a également réclamé un «rôle plus important» du G20 contre la crise financière, affirmant que les émergents ne pouvaient rester dans «une position d'infériorité» dans la prise de décisions.

«Il y a un consensus au sujet de la nécessité d'une action coordonnée pour faire face à la crise. Cela requiert des mesures au niveau mondial, et donc des institutions qui sont à même de les mettre en œuvre. Ce point n'a pas encore été tranché, mais le G20 est candidat au rôle de coordonnateur», a déclaré le ministre des Finances brésilien, Guido Mantega.

A l'issue de la réunion, Guido Mantega a ajouté que les détails de cette «action coordonnée» n'avaient pas encore été mis au point et qu'aucun terrain d'entente n'avait été trouvé concernant la régulation des marchés financiers.

Pour le président de la banque centrale argentine, Martin Redrado, les autorités monétaires du monde entier vont continuer à baisser leurs taux au cours des prochains mois pour tenter d'éviter une récession. Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a joint sa voix aux appels en faveur d'une réponse mondiale à la crise financière, qui, selon lui, touche aussi bien les pays développés que ceux en voie de développement.

Dans son communiqué, le G20 note que la crise finan-

Selon M. Dumont «un vivre-ensemble réussi» ne passe pas par la «négation de ce qui a existé, de ce qui existe au Québec». Ça ne passe pas «par la négation d'une histoire, une tradition de toute une construction de notre société dont on doit être fier». Selon lui, la réussite de ce vivre-ensemble «passe par cette fierté, [elle] passe par cette conviction que ce qu'on a construit ici est beau, pis est tellement beau qu'il y a des gens qui vont venir et qui vont y adhérer».

Des flèches pour Charest

Renouant avec son discours sur les accommodements raisonnables, M. Dumont a tiré à boulets rouges sur Jean Charest qui, selon lui, ne s'est pas occupé de ces questions et a simplement voulu «mettre le couvercle sur la marmite». Le cours Éthique et culture religieuse n'a «jamais intéressé [le premier ministre] comme tout le reste de ce qui se passe dans les écoles. Et il ne s'en est jamais occupé et a laissé faire les fonctionnaires parce que ça ne l'intéressait pas».

M. Dumont prévoit que le chef libéral l'accusera de simplement soulever cette question. «Parce que lui, tout ce qui touche l'identité, il ne veut pas en parler. Il a créé une commission pour essayer de tasser ça de côté», a-t-il dit en évoquant la commission Bouchard-Taylor. M. Dumont a reproché à M. Charest d'avoir affirmé, la semaine dernière, que le problème était «régulé», que le dossier était clos et qu'il ne fallait «plus jamais en parler».

En verve et accompagné par ses députés François Bonnardel (Shefford) et Lucille Méthé (Saint-Jean), M. Dumont a soutenu qu'il n'était pas «normal» que l'identité du peuple québécois soit «une patate chaude» pour le premier ministre. «C'est lui qui est supposé porter le flambeau de l'identité. Nous, on va le porter, haut et fort, le flambeau de l'identité québécoise.»

Une poignée de membres des Pèlerins de Saint-Michel, mieux connus sous le nom de «Bérets blancs», membre de la CLE, ont applaudi au discours du chef de l'ADQ.

Une d'entre eux, Diane Guillemette de Rougemont, qui travaille à temps plein comme bénévole pour le journal Vers demain, a dit appuyer M. Dumont. «Nous voudrions même qu'ils aillent plus loin. Remettre l'ancien catéchisme dans les écoles, la prière du chapelet, etc.»

Questionné sur la présence de cette organisation catholique à cette réunion politique, M. Dumont a soutenu

cière est la conséquence d'une «prise de risques excessive» et d'une «gestion des risques déficiente sur les marchés financiers», ce à quoi se sont ajoutées, toujours selon le G20, «des politiques macro-économiques inconséquentes [ainsi que des] failles dans la régulation financière de certains pays développés».

«Le défi majeur est de résoudre la crise financière de manière durable et d'en limiter les effets sur l'activité économique mondiale par des mesures de grande ampleur, coordonnées et prises au bon moment», lit-on dans le communiqué.

Le ministre sud-africain des Finances, Trevor Manuel, a estimé que le G7, qui regroupe les sept pays les plus industrialisés de la planète, ne pouvait plus être «un petit club fonctionnant dans son coin». Le G20 concentre 85 % du PIB de la planète et les deux tiers de sa population. Il rassemble à la fois sept économies avancées — Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni —, l'Union européenne et les principaux pays émergents, soit Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie et Turquie.

Le Devoir

Avec Reuters et l'Agence France-Presse

D'autres mesures d'Ottawa ?

Ottawa — Le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a laissé entendre hier qu'Ottawa pourrait bien annoncer des mesures additionnelles pour stimuler l'économie du Canada et lui insuffler un peu de vie, en invitant les provinces à l'imiter.

La proposition pour accélérer les dépenses fédérales afin de donner du tonus à l'économie sera discutée aujourd'hui lors de la rencontre des premiers ministres.

Le Canada peut agir immédiatement en accélérant les projets d'infrastructures qui sont déjà à l'étape de la planification, a-t-il expliqué. Un porte-parole du ministre des Finances a indiqué dans un courriel que M. Flaherty croit qu'Ottawa pourrait bien marcher dans les pas de la Chine et annoncer des mesures économiques additionnelles.

La Presse canadienne

sèchement que si son but était le retour à une confessionnalité, celle-ci «perdrait son temps à l'ADQ et devrait se fonder un parti politique à elle».

Transfuges

Outre Granby, le chef adéquate a fait campagne, hier, dans les circonscriptions des deux transfuges qui sont passés du côté libéral, Pierre-Michel Auger (Champlain) et André Riedl (Iberville).

Devant environ 30 militants, hier matin, M. Dumont a mené une charge à fond de train contre l'«arrogance libérale». Il a dénoncé Mme Monique Jérôme-Forget pour avoir «perdu du pédale» à la télévision et avoir traité de «con» le numéro deux de l'ADQ, Gilles Taillon. Dénonçant les libéraux qui «nagent dans l'argent», M. Dumont a lancé un no pasaran: «C'est un parti qui se pense au-dessus de tout le monde, qui pense qu'il n'a plus besoin de répondre de ses actes, [ils] sont plus riches plus beaux, plus fins que tout le monde. Les Québécois ne laisseront pas faire ça! Trompez-vous pas!»

Sur le pied de guerre, M. Dumont a promis que son parti irait voir les Québécois «rue par rue, quartier par quartier, village par village». Il s'est dit convaincu que, le jour des élections, les Québécois vont se dire qu'il y a «un politicien, un premier ministre qui a ri de nous autres, qui a déclenché une élection qui n'aurait jamais dû avoir lieu, on va le punir d'une manière que l'histoire va s'en souvenir».

A Champlain, le nom de M. Auger n'a pas été prononcé, ni par M. Dumont, ni par son candidat, Luc Arvisais, actuellement directeur général et commissaire industriel au CLD de Shawinigan. Mais des militants en colère, eux, n'ont pas hésité à faire des sorties contre M. Auger. «Il a ri du monde ici dans Champlain [...] Les gens n'ont pas voté pour Pierre-Michel Auger, ils ont voté ADQ et c'est encore l'ADQ qui va emporter la victoire», a déclaré Robert Pelletier, 69 ans. Quand le navire prend l'eau, «des rats le quittent», a dit Luc Bouthillier, président de l'exécutif de Champlain. En après-midi, le chef adéquate a présenté sa candidate dans Iberville, Lyne Denechaud. Cette dernière était attachée politique pour André Riedl, maintenant candidat libéral dans cette même circonscription.

Le Devoir

coût d'obtention des brevets, le salaire des agents qui négocient la vente de ces brevets et licences, sont plus élevés que ce que reçoivent les universités en retour, précise Richard Gold. «Il faudrait les encourager à diffuser la connaissance plutôt qu'à la protéger au moyen de la Loi sur la propriété intellectuelle. Il faudrait plutôt comptabiliser les partenariats qu'elles ont établis, le nombre d'étudiants et de chercheurs qu'elles ont formés et qui travaillent maintenant dans le privé.»

Richard Gold cite comme un modèle à suivre le Structural Genomics Consortium regroupant des scientifiques des universités de Toronto et d'Oxford ainsi que l'Institut Karolinska de Stockholm, qui s'intéressent à la structure tridimensionnelle des protéines. Ce consortium, financé par le secteur privé — à raison de 20 millions de dollars sur un budget total de 120 millions —, par les gouvernements et par des fondations comme Welcome Trust, se donne pour mission d'identifier des protéines au fort potentiel médical, de les tester lors d'essais cliniques et d'inscrire les résultats dans le domaine public. «Dans un tel partenariat, on partage les connaissances pour un investissement moindre. Aucun acteur n'assume seul le risque financier», souligne M. Gold, avant d'ajouter que nous avons besoin de tels partenariats pour rendre accessibles les nouveaux médicaments aux pays émergents et en développement.

Des politiques à changer

Depuis 2005, les compagnies pharmaceutiques qui ont mis au point certains des grands médicaments pour traiter le sida ont aussi déposé des brevets dans les grands pays en développement, comme l'Inde et le Brésil, qui possèdent une expertise scientifique en mesure de synthétiser ces molécules. En vertu du système actuel de brevets, ces compagnies ont tout le

pouvoir de décider qui pourra produire leurs molécules et, le plus souvent, elles se réservent ce privilège ou à la limite le confient à leurs filiales. Il en résulte que les pays en développement n'arrivent toujours pas à produire ces médicaments qui leur parviennent en quantités limitées et à des prix prohibitifs.

Or, comme le suivi des patients sidéens y est beaucoup moins assidu que dans les pays développés, les systèmes de soins de santé y étant plus précaires, il est difficile de s'assurer que les patients absorbent correctement le cocktail de médicaments que requiert la trithérapie. Pour remédier à la situation, il faudrait disposer d'un comprimé qui incorporerait et combinerait les différents agents antirétroviraux requis par la trithérapie. «Mais il est impossible d'en espérer la production, car les brevets de ces différents médicaments sont détenus par diverses compagnies pharmaceutiques qui, chacune, n'acceptent pas de donner l'autorisation à un tiers de préparer leur molécule», rappelle M. Gold.

«Les politiques des universités doivent changer. Les modèles d'affaires et la façon dont le gouvernement investit dans la recherche aussi. C'est l'ensemble du système d'innovation qui n'est plus adapté et qui doit évoluer», martèle Richard Gold, ajoutant qu'il faudrait créer un système d'opposition qui faciliterait la contestation des brevets dont la validité est douteuse. Les brevets qui sont approuvés alors qu'ils n'auraient pas dû l'être nuisent à l'industrie parce que les concurrents décident alors de ne pas investir dans ce domaine, même s'ils savent que le brevet n'est probablement pas valide, car il en coûterait trop cher pour s'y opposer. Le public se trouve ainsi privé de nouveaux produits.

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dignes de la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque déposée Le Devoir, enregistrée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoy de publication — Enregistrement no 0658. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

LES SPORTS

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	G	P	DPFB	BC	Pts
Buffalo	8	3	3	43	33 19
Boston	8	3	3	42	34 19
Montréal	8	2	2	43	34 18
Toronto	6	5	4	47	54 16
Ottawa	6	6	2	38	35 14

Section Atlantique

N.Y. Rangers	11	5	1	45	37 23
Pittsburgh	8	4	2	41	36 18
New Jersey	7	5	2	37	35 16
Philadelphie	4	6	3	45	47 11
N.Y. Islanders	4	8	2	37	49 10

Section Sud-Est

Caroline	8	5	2	43	45 18
Washington	7	4	2	39	39 16
Tampa Bay	5	4	4	29	34 14
Atlanta	6	7	2	45	55 14
Floride	5	8	1	31	43 11

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

	G	P	DPFB	BC	Pts
Detroit	9	2	2	47	40 20
Chicago	7	3	3	48	35 17
Columbus	7	6	2	46	49 16
Nashville	6	7	1	44	50 13
St. Louis	5	7	1	41	45 11

Section Nord-Ouest

Vancouver	9	6	0	48	38 18
Minnesota	8	4	1	33	28 17
Calgary	8	7	1	47	53 17
Edmonton	7	6	1	36	42 15
Colorado	6	8	0	39	45 12

Section Pacifique

San Jose	13	3	0	54	38 26
Anaheim	9	7	1	52	54 19
Phoenix	7	6	0	33	32 14
Los Angeles	5	6	2	35	36 12
Dallas	5	7	2	41	54 12

Hier

Chicago 6 Calgary 1
Edmonton 2 New Jersey 1
Atlanta 5 Caroline 2
Floride 3 Anaheim 1
Phoenix 4 San Jose 2

Aujourd'hui

Edmonton à N.Y. Rangers, 19h
Tampa Bay à Washington, 19h

Demain

Philadelphie à N.Y. Islanders, 14h
Pittsburgh à Detroit, 19h
Ottawa à Montréal, 19h30
Toronto à Calgary, 21h
Dallas à Los Angeles, 22h30
Nashville à San Jose, 22h30

Mercredi

St. Louis à Buffalo, 19h
N.Y. Rangers à New Jersey, 19h
Washington à Caroline, 19h
Phoenix à Columbus, 19h
Tampa Bay à Floride, 19h30
Boston à Chicago, 20h30
Colorado à Vancouver, 22h

Jeudi

Montréal à Boston, 19h
N.Y. Islanders à Ottawa, 19h30
Philadelphie à Pittsburgh, 19h30
Detroit à Tampa Bay, 19h30
Phoenix à Minnesota, 20h
Los Angeles à Dallas, 20h30
Toronto à Edmonton, 21h
Calgary à San Jose, 22h30

Vendredi

New Jersey à Washington, 19h
Columbus à Buffalo, 19h30
Caroline à Atlanta, 19h30
Detroit à Floride, 19h30
St. Louis à Chicago, 20h30
Nashville à Anaheim, 22h

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Matches éliminatoires 2008
Finales de section

Section Est

Samedi

Edmonton c. Montréal, 13h

Section Ouest

Samedi

Vainqueur du match entre C.-B. et
Saskatchewan à Calgary, 16h30

Le Canadien

Les vétérans Bégin et Dandenault rongent leur frein chez le Tricolore

ROBERT LAFLAMME

Deux vétérans chez le Canadien rongent leur frein. Confinés à un rôle de réserviste, les Québécois Steve Bégin et Mathieu Dandenault doivent sûrement se demander s'ils figurent avantageusement dans les plans d'avenir de l'équipe, à très brève échéance.

Aucun des deux n'est allé demander des explications à l'entraîneur Guy Carbonneau, mais ça ne saurait tarder.

«Si l'équipe n'a pas de plan pour moi, j'aimerais qu'on me le fasse savoir, a affirmé Bégin, samedi soir, à la suite de la défaite du Tricolore. La saison est encore jeune, on va voir ce qui va se passer. Dans le moment, on avale la pilule et on travaille fort, en attendant d'avoir à nouveau la chance de jouer.»

Bégin n'a pris part qu'à cinq matchs cette saison tandis que Dandenault, qui a disputé huit rencontres, a été laissé de côté dans les trois dernières. Il n'a pas rejoué depuis la victoire face au Wild du Minnesota, au cours de laquelle il a écopé une fort mauvaise pénalité.

Carbonneau a indiqué, avant le match à Columbus vendredi, qu'il ferait confiance au même groupe de 12 attaquants et que le dur à cuire Georges Laraque serait utilisé sur une base régulière. Ce qui augure mal pour Bégin et Dandenault, qui écoulent leur dernière année contractuelle.

«Ça fait trois matchs de suite que je ne joue pas, je n'ai pas posé de question encore, a brièvement commenté Dandenault, samedi. Est-ce que je vais tolérer la situation long-temps? Je ne le sais pas, on verra. Actuellement, je travaille fort et on verra par la suite. C'est tout ce que j'ai à dire dans le moment.»

Bégin, qui dissimule plutôt mal son mécontentement, ne veut pas créer de remous. Mais il n'accepte pas la situation éternellement.

«Je ne vais pas tolérer ça long-temps. Peut-être que les choses vont changer, on va patienter quelque peu. Si je vois qu'il ne se passe rien, j'irai poser des questions.»

Le fougueux Trifluvien âgé de 30 ans estime pouvoir rendre encore

de précieux services au Canadien.

«C'est sûr que je veux jouer, que je veux faire partie de l'équipe. Prendre part à un match de temps à autre, c'est difficile. Tu joues nerveusement, tu ne peux pas vraiment te faire valoir. J'aimerais jouer quelques matchs collés.»

«J'estime avoir plusieurs autres saisons devant moi et, cette saison, je suis en santé. Je me sens bien», a-t-il conclu.

Quatrième trio onéreux

Carbonneau a maintes fois évoqué la profondeur de l'équipe cette saison. Mais cette profon-

deur vient avec un coût élevé. Les cinq membres qui luttent pour un poste au sein du quatrième trio grugent 6 050 000 \$US de la masse salariale de l'équipe d'environ 54 millions.

Quand Bégin (1,3 million) et Dandenault (1,75) sont laissés de côté, c'est plus de 3 millions qui se retrouvent sur la tribune de presse. Laraque touche un salaire de 1,5 million, Tom Kostoupolos de 900 000 \$ et Maxim Lapierre de 600 000 \$.

La Presse canadienne

Premières embûches

ROBERT LAFLAMME

Le Canadien a frappé un premier mur cette saison, en fin de semaine, en ne pouvant faire mieux qu'une faible récolte d'un point à l'étranger contre des rivaux qu'il aurait normalement dû vaincre. Les neuf buts en temps réglementaire et les 16 jeux de puissance

qu'il a accordés dans les deux défaites ont mis en lumière ses lacunes. On voyait pourtant venir le coup. Ce n'était qu'une question de temps avant que les problèmes de l'équipe en défense et son manque, voire son absence, de discipline lui brûlent les doigts.

«On joue trop avec le feu, et ça nous rattrape», a constaté le défenseur Francis Bouillon, samedi, au terme de l'humiliante défaite de 6-3 du CH contre les Maple Leafs de Toronto.

Un revers — un premier en temps réglementaire à l'étranger cette saison — que l'entraîneur Guy Carbonneau a qualifié du «plus gênant» depuis son arrivée en poste, il y a deux ans et demi. Vendredi, le Tricolore avait pu sauver l'honneur en s'inclinant 4-3, aux tirs de barrage, face aux Blue Jackets de Columbus.

«On ne pèsera pas tout de suite sur le bouton de panique», a affirmé Bouillon.

« On doit
revenir à
un style plus
conservateur,
ennuyant
à la limite »

Peut-être, mais il reste que les mauvais pils que l'équipe a pris dernièrement agacent Saku Koivu. Le capitaine n'a pas manqué de relever, samedi soir, «qu'on n'affiche pas la même cohésion depuis quelque temps et qu'on a souvent été chanceux de s'en tirer à bon compte. Depuis environ cinq matchs, on joue différemment, qu'on le faisait en début de saison, a-t-il souligné. On doit tirer des leçons de la défaite contre les Leafs. J'espère que c'est l'élément déclencheur qu'il nous fallait.»

«On doit réaliser rapidement que pour être une des équipes de premier plan de la ligue, comme tout le monde dit qu'on en est une, l'objectif n'est pas d'avoir la meilleure attaque.»

«Les équipes qui ont le plus de succès sont les plus disciplinées et les plus soucieuses de leur défense», a-t-il ajouté.

Koivu prône comme solution un retour aux sources, aux bonnes habitudes de la saison dernière.

«On doit revenir à un style plus conservateur, ennuyant à la limite, et patienter pour les occasions de marquer. On a gagné plusieurs matchs, la saison dernière, en jouant de cette façon. On ne faisait rien de flamboyant, on l'emportait 2-1 ou 3-2. On doit revenir à ça. Cette saison, on ne surprend plus personne» a-t-il résumé.

La Presse canadienne

6^e édition du Vendée Globe

Un début de course très serré

Les Sables-d'Olonne, France — Plus de 300 000 personnes ont assisté, hier, au départ de la sixième édition du Vendée Globe, une course autour du monde à la voile en solitaire, sans escale et sans assistance qui revient aux quatre ans.

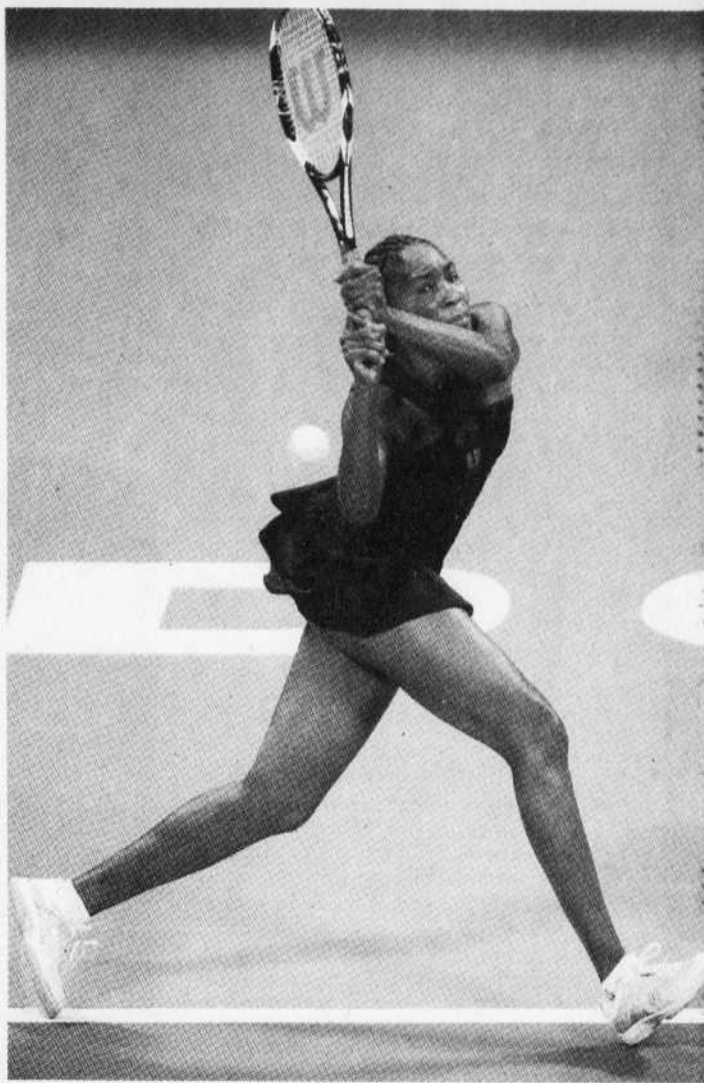
Trente navigateurs, dont un Canadien, se sont élancés à 13h02 pour un périple de quelque 24 000 milles autour de la planète par les trois caps: Bonne Espérance, Leeuwin et le Horn. Des «portes» virtuelles ont été prévues par les organisateurs afin d'éviter que les marins ne descendent trop vers le Sud et ainsi risquer de rencontrer des glaces, tout comme pour rester à portée de vol des secours aériens.

La lutte était serrée en tête dès les premières heures de la course. Hier soir, un premier concurrent, le Suisse Dominique Wavre, a été contraint de rentrer au port en raison de la défaillance du boîtier de gestion de l'énergie à bord, mais il devait repartir dans la nuit.

Les concurrents ont connu de bonnes conditions de course dans les premières heures, la traversée du golfe de Gascogne s'annonçant plus redoutable. Drames et fortunes de mer ont forgé la saga du Vendée Globe. Deux navigateurs y ont laissé la vie: le Britannique Nigel Burgess en 1992 et le Canadien Gerry Rous quatre ans plus tard.

Associated Press

VENUS REMPORTE LE MASTERS



FADI AL-ASSAAD REUTERS

L'AMÉRICAINNE Venus Williams a remporté les championnats de la WTA à Doha, au Qatar hier, battant en finale la Russe Vera Zvonareva 6-7 (5), 6-0 et 6-2. La lauréate de la dernière édition du tournoi de Wimbledon a pris les commandes dans les deux dernières manches, en s'appuyant sur la puissance de ses premières balles et son agressivité du fond du court. Zvonareva a perdu peu à peu sa contenance et s'est effondrée de rage quand Williams a signé un bris pour prendre l'avance 3-1 en dernière manche. Williams est passée du huitième au sixième rang mondial, tandis que Zvonareva s'est hissée à la 7^e place. Les deux joueuses étaient les moins bien classées du tournoi. L'Américaine avait été battue par Zvonareva lors de leur première confrontation au quatrième tour de Roland-Garros, en 2003, mais elle mène désormais 6-1 dans leurs affrontements.

EN BREF

Wilson mène par un coup au tournoi HSBC Champions

Shanghai, Chine — Oliver Wilson a joué 69, trois coups sous la normale, hier, pour s'emparer d'une avance d'un coup en tête devant Geoff Ogilvy, au tournoi HSBC Champions. La dernière ronde aura lieu aujourd'hui en raison de délais causés par la pluie vendredi, et de l'interruption du jeu par la noirceur, hier. Wilson affiche un score global de 204, 12 sous la normale. Il a signé des normales sur les deux premiers trous de la quatrième ronde, avant que le jeu ne soit stoppé. Ogilvy et Phil Mickelson ont tous joué 70, dimanche; Mickelson, Sergio Garcia (72) et Henrik Stenson (72) se trouvent à 206. «Le premier rang est toujours la meilleure place où se trouver», a dit Wilson, qui a fait équipe avec Stenson pour battre Mickelson et Anthony Kim, à la coupe Ryder. Wilson a terminé quatre fois en deuxième place sur le circuit européen, n'ayant pas encore connu la victoire. — AP

F1: le coût des moteurs sera réduit

Scarperia, Italie — Les équipes de Formule 1 ont décidé à l'unanimité de réduire les coûts de leurs moteurs de plus de 15 millions d'euros (22,7 millions \$) d'ici 2011, a annoncé hier le président de Ferrari Luca Cordero di Montezemolo. Montezemolo a récemment présidé une réunion de la nouvelle association des équipes de F1, la FOTA. «Nous travaillons avec les équipes pour réduire encore les coûts pour 2010 et 2011, a déclaré Montezemolo dans le cadre des festivités de fin de saison de Ferrari. A l'unanimité, nous avons décidé que d'ici 2011 un moteur coûterait 5 millions d'euros, comparé aux plus de 20 millions d'euros qu'ils coûtaient.» La Fédération internationale de l'automobile (FIA) a annoncé qu'elle avait l'intention de n'avoir plus qu'un seul fournisseur de moteurs et de systèmes de transmission à partir de 2010, une décision qui a incité la Scuderia à menacer de quitter le monde de la F1 si ce projet aboutissait. Ferrari estime qu'une telle mesure ferait disparaître l'essence même du sport automobile, basé sur la compétition et le développement technologique. — AP

Téléphone : 514 985-3322

Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :

petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre
annonce, téléphonez avant 14h30
pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322

Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit



160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ANGUS - ADJACENT PLATEAU
Condos 4 1/2 c.c. Pl. bois franc.
Stat. Libre imm. Décembre gratuit.
À partir de 945 \$ 514-526-1147

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la
personne du Québec rappelle que
lorsqu'un logement est offert en lo-
cation (ou sous-location), toute per-
sonne disposée à payer le loyer et à
respecter le bail doit être traitée en
pleine égalité, sans distinction, ex-
clusion ou préférence fondée sur la
race, la couleur, le sexe, la grosse-
sse, l'orientation sexuelle, l'état civil,
l'âge du locataire ou de ses en-
fants, la religion, les convictions
politiques, la langue, l'origine
ethnique ou nationale, la condition
sociale, le handicap ou l'utilisation
d'un moyen pour pallier ce handi-
cap.

MARQUETTE/ST-ZOTIQUE
Grand 4 1/2. Entrée lav/soch.
Nov. 750\$ 514-277-1023

Près métros J-Talon et Fabre
5 1/2 bas duplex. Ensol. Paisible
pour personne tranquille, n-fum.
Réf. 875\$ 514-270-1762

ROSEMONT 5 1/2 3 c.c.
fermées. Cépage Rosemont. N-fum.
Libre 1er dec. 860\$ 514-722-5057

ROSEMONT - Magnifique loft
1 250 p.c., face parc Maisonneuve.
Grande fenestration, bois franc,
av. 5 élec. inclus, 1 ch. fermée,
terrasse, stat. 1 trdc. 1 300\$.
514-640-4346. Cell. 514-941-4951

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ST-LÉONARD - 5 1/2
2e étage. Recherche pers. tranquille.
Parc. métro Langlier, près de tout.
Nov. 800\$. 514-691-9140

VILLERAY 4 1/2 1 c.c. fermée.
Métro Jarry. 1er décembre.
600\$ 514-387-0351

SOUS-LOCATION

PLATEAU Esplanade - Laurier
Gr. 5 1/2 1000 p.c. 11 meublé
et équipé. De Déc. à juillet 09.
Pers. seule. Stat. 514-926-6449

CONDOMINIUMS À LOUER

ILE-DES-SOEURS - CLUB MARIN
4 1/2, 1 200 p.c., 2 s.b. Vue ville
Garage int. Poss. bai del 6 mois.
1650\$ 514-953-7305

HORS FRONTIÈRES EUROPE
À LOUER

A PARIS - Marais 400 euros/sem
Provence - Toulon 400 euros+
xyzapi@yahoo.fr

PARIS 6^e - ST-GERMAIN
Petit appart. à sous-louer. À la
semaine. Jane@coppenrath.ca

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

LAC DES DEUX-MONTAGNES
St-André d'Argenteuil.
Baie de Carillon. 1 hre de Mt.
Belle petite maison de campagne.
1 c.c., foyer, meublé, 11 inclus.
700\$sm, non-chauffée.
514-945-1030

176

CHALET À LOUER

MONT-TREMBLANT
Versant Nord. 1 km des pentes.
3 c.c., 2 s. de b. Janvier à avril.
5 000\$ + élec. + tél. Non-Fum.
Pas d'animaux. Pas de groupe.
514-731-8639 819-688-2603

ANTIQUITÉS

MOBILIER DE SALLE À MANGER
style jacobin en chêne massif
comportant 12 pcs à pied torsadé.
514-332-9773

LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514-914-2142
4487 de la Roche/Mt-Royal

INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE
OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514-573-7039

MASSOTHÉRAPIE

Excellents massages. Très bonne
équipe. Studio Mona Du Parc.
514-271-0999. St-Laurent, Place-
Vertu. 514-331-6275

MASSAGE DE QUALITÉ
Pour gens de qualité. 10h à 21h
7/7 514-222-4998

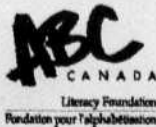
SERVICE PERSONNEL
MAINS MAGIQUES. Meilleur
massage. 450-321-0084



Fig.16

» Si ceci ressemble à un test de maths,
visitez mathscourantes.ca ou appelez le
1 800 303-1004.

La solution par les maths



ENCADREZ votre petite annonce

LE DEVOIR

LES PETITES ANNONCES
514 985-3322
petitesannonces@ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre
connaissance de votre annonce et
nous signaler immédiatement toute
anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable
des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

IMMOBILIER À VENDRE / À LOUER

250 \$
pour un mois
sur 4 lignes de texte.

50\$ la ligne supplémentaire. L'annonce est annulable en tout
temps. La facturation s'établit alors en fonction du tarif régulier,
jusqu'à concurrence du tarif promotionnel.

LE DEVOIR

LES PETITES ANNONCES
514 985-3322
petitesannonces@le